



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Points 69 et 136 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil des droits de l'homme

Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions, ainsi qu'à sa vingt-huitième session extraordinaire

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions, ainsi qu'à sa vingt-huitième session extraordinaire ([A/73/477](#) et [A/73/477/Corr.1](#)). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 6 décembre 2018.

II. Structure et présentation

2. Le Comité consultatif rappelle qu'il a déjà formulé des observations sur la structure et la présentation du rapport du Secrétaire général, le plus récemment dans son rapport paru sous la cote [A/72/7/Add.35](#), dans lequel il a engagé le Secrétaire général à continuer d'apporter des améliorations de façon à rendre le document plus lisible. Le Comité rappelle également qu'il serait bon de faire figurer dans le rapport une liste des mandats qui n'ont pas été reconduits ou qui sont arrivés à échéance, assortie d'informations claires sur les incidences financières (voir [A/72/7/Add.35](#), par. 2, et [A/71/688](#), par. 4). Ayant posé la question, il a été informé que le Conseil des droits de l'homme avait établi ou prorogé 139 mandats entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2018 et avait mis fin à quatre mandats pendant la même période.



3. Le Comité consultatif prend note des améliorations qui ont été apportées au rapport du Secrétaire général et engage celui-ci à continuer de s'attacher à le rendre plus lisible.

III Incidences financières des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme

4. Il est tenu compte dans le rapport du Secrétaire général ([A/73/477](#) et [A/73/477/Corr.1](#)) de 55 résolutions (dont 54 résolutions portant création ou prorogation de mandats et une résolution mettant fin à un mandat) adoptées par le Conseil des droits de l'homme en 2018 à ses trente-septième à trente-neuvième session et à sa vingt-huitième session extraordinaire. Il est indiqué que les incidences sur le budget-programme des résolutions adoptées à ces sessions s'élèvent à 55 913 200 dollars, dont 39 185 900 dollars pour l'exercice biennal 2018-2019, ce dernier montant se décomposant comme suit¹ :

a) Un montant de 10 082 400 dollars, se rapportant à des engagements de dépenses que l'Assemblée générale a autorisés dans sa résolution [72/264](#) et que le Comité consultatif a approuvés en 2018, pour lesquels le Secrétaire général demande l'ouverture de crédits d'un montant de 7 753 900 dans son premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 2018-2019, compte étant tenu des dépenses constatées antérieurement ;

b) Un montant supplémentaire de 29 103 500 dollars, à savoir 1 456 400 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 11 385 500 dollars au titre du chapitre 8 (Affaires juridiques), 16 080 900 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) et 180 700 dollars au titre du chapitre 29F [Administration (Genève)], qu'il est proposé d'imputer sur le fonds de réserve de l'exercice biennal 2018-2019 et qui devrait faire l'objet d'une ouverture de crédits.

5. À ce stade, le Comité consultatif ne s'intéresse pas aux ressources qui seront nécessaires en 2020, soit 5 803 800 dollars, et en 2021, soit 107 800 dollars. **Il compte que les propositions concernant les ressources nécessaires pour 2020 et 2021 seront dûment justifiées et soumises à l'Assemblée générale en temps opportun pour que celle-ci puisse les examiner (voir [A/72/35/Add.35](#), par. 4).**

Utilisation des crédits

6. Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements sur l'utilisation des montants réservés à l'application de cinq résolutions du Conseil des droits de l'homme pour lesquelles il avait autorisé des engagements de dépenses. Pour le chapitre 24 (Droits de l'homme), il note que le taux d'utilisation au 1^{er} novembre 2018 des montants réservés à l'application de la résolution [38/20](#) du Conseil des droits de l'homme, relative à l'assistance technique à la République démocratique du Congo et à l'établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasaï, était particulièrement faible, puisque les dépenses se chiffraient à 128 437 dollars alors que l'autorisation d'engagement de dépenses portait sur un montant de 1 500 000 dollars ; pour la résolution [S-28/1](#), relative aux violations du droit international dans le contexte des manifestations civiles de grande ampleur dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, les dépenses s'établissaient à 705 990 dollars alors que l'autorisation d'engagement de dépenses portait sur un montant de 1 785 000 dollars ; pour la résolution [37/31](#), consacrée à la situation des

¹ Il est tenu compte dans les montants en question d'une réduction nette de 219 300 dollars au titre d'un mandat qui n'a pas été reconduit (résolution [39/12](#)).

droits de l'homme au Soudan du Sud, les dépenses s'élevaient à 1 011 207 dollars alors que l'autorisation d'engagement de dépenses portait sur un montant de 2 138 000 dollars. **Compte tenu des dépenses effectivement engagées pendant l'exercice en cours, le Comité recommande de réduire comme suit les montants demandés au chapitre 24 (Droits de l'homme) pour 2019 : 5 % pour la résolution 38/20, 5 % pour la résolution S-28/1 et 10 % pour la résolution 37/31.**

7. Le Comité consultatif formule d'autres observations à cet égard dans son rapport sur le premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2018-2019, en particulier le fait que le reliquat des montants qui ont été approuvés pour des mandats précédemment autorisés par le Conseil des droits de l'homme ne devrait pas être déduit des demandes d'engagement de dépenses concernant la prorogation de ces mandats (voir A/73/625, par. 8).

Postes et emplois de temporaire

8. Le Secrétaire général propose de créer à compter du 1^{er} janvier 2019 un emploi de temporaire de classe P-3, dont le coût serait imputé au chapitre 24 (Droits de l'homme) et dont le titulaire appuierait les activités prescrites par le Conseil dans sa résolution 37/4, consacrée au logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et au droit à la non-discrimination à cet égard. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'il s'agissait d'aider le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard à mener des recherches et à établir des études thématiques relatives à la mise en œuvre du Programme 2030, et de conseiller les États, les organismes intergouvernementaux, la société civile et d'autres acteurs à mieux respecter, protéger et garantir le droit à un logement convenable et à la non-discrimination dans ce contexte.

9. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations sur les 232 membres du personnel temporaire qu'il est proposé de recruter pour des durées variables au cours de l'exercice 2018-2019 pour donner suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme en 2018 (voir annexe du présent rapport). Le Comité a également été informé qu'il avait été tenu compte de ses commentaires et observations concernant la dotation en personnel pour ce qui était des autorisations d'engagement de dépenses (voir par. 7 ci-dessus).

Consultants

10. Le Comité consultatif s'est fait communiquer des informations sur les besoins relatifs aux services consultatifs pour 2018 et 2019. Aux fins de l'application de la résolution 39/16 sur la situation des droits de l'homme au Yémen, il est proposé de retenir les services en 2019, pour une période de six mois chacun, de trois consultants de classe P-4 ayant des compétences dans les domaines du droit international humanitaire, des affaires militaires et de l'analyse des problèmes propres à chaque sexe, pour appuyer les travaux de la Commission nationale d'enquête au Yémen. **Le Comité considère que la fourniture de conseils technique et d'un appui dans les domaines susmentionnés à une commission nationale d'enquête fait partie des activités de base du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui devrait donc faire appel aux ressources dont il dispose en interne. Il recommande donc de réduire le montant de 203 200 dollars qui avait été proposé pour les services de consultants aux fins de l'application de la résolution 39/16. En règle générale, le Comité estime qu'il convient de n'épargner aucun effort pour tirer le meilleur parti possible des compétences et des capacités existant en interne.**

Voyages

11. En ce qui concerne les voyages, le Comité consultatif a demandé des précisions et a été informé qu'à la fin novembre 2018 le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avait réservé les billets 16 jours à l'avance dans 64,2 % des cas. **Il note que ce pourcentage est relativement élevé par rapport à celui d'autres entités du Secrétariat et engage le Haut-Commissariat à poursuivre ses efforts à cet égard en vue de parvenir au taux de 75 % fixé comme objectif.**

12. Le Comité consultatif a demandé des informations sur les voyages entrepris et prévus en 2018 pour les mandats découlant de résolutions du Conseil des droits de l'homme. Toutefois, aucune justification détaillée ne lui a été donnée, pas même des informations sur les villes de départ. **En l'absence de justification adéquate, le Comité recommande une réduction de 2 % des ressources demandées au titre des voyages.**

Coût des réunions

13. Le Comité consultatif note que des ressources supplémentaires d'un montant de 1 456 400 dollars sont demandées au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) pour l'exercice biennal 2018-2019. Dans le cadre de l'examen des états des incidences sur le budget-programme des projets de résolution dont l'Assemblée générale est saisie, le Comité a été informé, en réponse à sa question, qu'une partie des ressources allouées aux services de conférence à Genève à l'appui des réunions des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme pourrait être réaffectée, les réunions prévues pour l'exercice 2018-2019 n'ayant pu toutes se tenir. **Compte tenu de ce qui précède et des dépenses effectivement imputées au chapitre 2 en 2018 (voir [A/73/493](#), annexe III), il recommande une réduction de 50 000 dollars des ressources supplémentaires demandées à ce chapitre.**

IV. Conclusion

14. Au paragraphe 200 de son rapport, le Secrétaire général formule des recommandations sur les mesures à prendre par l'Assemblée générale ([A/73/477](#) et [A/73/477/Corr.1](#)). **Sous réserve des recommandations et observations formulées plus haut, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général soient approuvées.**

Annexe

Emplois de temporaire (autres que pour les réunions) proposés au titre des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses sessions de 2018

Chapitre 24 (Droits de l'homme)

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
S-28/1	Violations du droit international dans le contexte des manifestations civiles de grande ampleur dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	Commission d'enquête	P-5	6	3		Coordonnateur
		(activités à caractère non continu)	P-4	6	3		Chef de l'équipe d'enquêteurs
		(résolution faisant l'objet d'engagements de dépenses autorisés par le Comité consultatif en 2018)	P-4	5	2		Conseiller juridique
			P-4	4	3		Administrateur chargé des rapports
			P-4	4			Pathologiste légiste
			P-4	4			Conseiller militaire
			P-4	3			Agent responsable de la sécurité
			P-3	4	2		Spécialistes des droits de l'homme (2)
			P-3	4	2		Interprètes (2)
			P-3	4	1		Chercheur de langue hébraïque
			P-3	3	3		Conseiller (médias)
			P-3	4	2		Expert en imagerie judiciaire
37/6	Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme	Activité à caractère non continu ^a	P-3				Analyste des médias sociaux
			P-3	4	2		Conseiller pour les questions de sécurité locale
			P-3	1			
37/8	Droits de l'homme et environnement	Activité à caractère non continu ^a	G(AC)	6	3		Chercheur de langue hébraïque
			P-3		3		Conseiller (médias)
			G(AC)		1		Expert en imagerie judiciaire
37/15	Réunion-débat intersessions de haut niveau célébrant le centenaire de la naissance de Nelson Mandela	Activité à caractère non continu ^a	P-3		6		Analyste des médias sociaux
			P-3				Conseiller pour les questions de sécurité locale
			P-3		1		Chercheur de langue hébraïque

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
37/17	Droits culturels et protection du patrimoine culturel	Activité à caractère non continu ^a	P-4			6	Apport d'un concours aux préparatifs techniques de l'atelier, y compris pour ce qui est des recherches, des consultations et des invitations, et établissement du rapport final
		Activité à caractère non continua	G(AC)			2	Apport d'un concours à l'organisation de l'atelier et à l'organisation des voyages des experts
37/18	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique	Activité à caractère non continu ^a	P-3			3	Organisation de la réunion-débat sur la promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique
37/20	Droits de l'enfant : protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire	Activité nouvelle à caractère continu ^b , à partir de 2019	P-3		12	12	Coordination de la collecte, de la synthèse et de la transmission de contributions portant sur les droits de l'enfant aux fins des examens thématiques annuels que le Forum politique de haut niveau consacrera aux progrès concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et notamment élaboration d'un rapport thématique annuel du Haut-Commissaire aux fins desdits examens, travaux de recherche et consultations avec l'ensemble des parties prenantes
37/24	Promotion et protection des droits de l'homme et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	Activité à caractère non continu ^a	P-4	3	3		Consultations avec les États Membres et les autres parties intéressées, recensement et consignation des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience, élaboration des documents de référence pour les réunions (ordre du jour, document de réflexion et document d'information), programmation et organisation des réunions, y compris l'établissement de la liste des intervenants et des participants, et établissement du rapport de synthèse des réunions
37/26	Prévention du génocide	Activité à caractère non continu ^a	P-3		4		Recherches, consultation des parties prenantes et établissement du rapport de suivi pour le Conseil à sa quarante et unième session (Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger, à New York)
			P-3		2		Préparatifs techniques du débat de haut niveau, travaux de recherche, consultations avec les partenaires et parties prenantes, élaboration d'un document de réflexion, établissement de la liste des experts et établissement du rapport de synthèse des débats qui sera soumis au Conseil à sa quarantième session (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à Genève)
37/29	La situation des droits de l'homme en	Prorogation d'un an du mandat de	P-5	9	3		Coordonnateur
			P-4	9	3		Conseiller juridique

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Description</i>	<i>Classe</i>	<i>Nombre de mois en 2018</i>	<i>Nombre de mois en 2019</i>	<i>Nombre de mois en 2020</i>	<i>Fonctions</i>
	République arabe syrienne	la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne (autorisation d'engagement de dépenses pour 2018)	P-4	9	3		Conseiller militaire
			P-4	9	3		Analyste
			P-4	9	3		Responsable des enquêtes
			P-3	8	3		Enquêteurs (11)
			P-3	8	3		Spécialiste des questions politiques
			P-3	9	3		Administrateur chargé des rapports
			P-3	7	3		Spécialiste des médias
			P-3	7	3		Analyste
			P-3	7	3		Juriste
			P-3	7	3		Interprète
			P-2	9	3		Analyste adjoint de 1 ^{re} classe/spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1 ^{re} classe)
			G(AC)	9	3		Assistants (programmes) (2)
37/31	Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	Prorogation d'un an du mandat de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud (autorisation d'engagement de dépenses pour 2018)	P-5	7	3		Coordonnateur
			P-4	7	3		Responsable des enquêtes
			P-4	7	3		Conseiller juridique/administrateur chargé des rapports
			P-4	7	3		Conseiller en justice transitionnelle basé à Addis-Abeba
			P-4	7	3		Enquêteur (basé en Ouganda)
			P-4	7	3		Analyste
			P-3	7	3		Enquêteurs (2)
			P-3	7	3		Fonctionnaire d'administration
			P-3	7	3		Coordonnateur de la sécurité sur le terrain
			P-3	7	3		Chargé de dossiers
			AN	7	3		Interprètes recrutés sur le plan local (3)
			AN	6	3		Interprète recruté sur le plan local (basé(e) en Ouganda)
37/32	Situation des droits de l'homme au Myanmar	Élargissement du mandat de la mission internationale indépendante d'établissement des faits (autorisation	P-4	5			Regroupement des informations dans un document analytique permettant d'établir des tendances en matière de violations des droits de l'homme, d'en identifier les auteurs, dans la mesure du possible, et de définir les responsabilités de chaque autorité, sur la base d'informations vérifiées

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
		d'engagement de dépenses pour 2018)	P-2	5			Spécialistes des droits de l'homme (2) chargé d'aider à traiter et à vérifier les nombreuses informations provenant de centaines d'entretiens menés par la mission d'établissement des faits, ainsi que les informations reçues sur les questions d'actualité au Myanmar de la part de nombreux experts, d'organisations non gouvernementales, d'organisations intergouvernementales, de témoins et de victimes, sous diverses formes (documents, photographies, vidéos, enregistrements audio, images satellites, publications sur les médias sociaux de représentants, entre autres sources)
38/4	Droits de l'homme et changements climatiques	Activité à caractère non continu ^a	P-3		3		Organisation d'une réunion-débat sur le thème « Les droits des femmes dans le contexte des changements climatiques : action climatique, bonnes pratiques et enseignements », établissement d'une note de réflexion en consultation avec toutes les parties prenantes concernées, recherche d'experts compétents à inviter, coordination et étude des documents d'information pour le groupe et établissement du rapport de synthèse
			P-3		6		Recherches et consultations aux fins de la réalisation de l'étude analytique sur l'adoption d'une démarche sensible à l'égalité des sexes dans l'action climatique menée aux niveaux local, national, régional et international dans l'optique du plein exercice effectif des droits des femmes
38/6	Élimination des mutilations génitales féminines	Activité à caractère non continu ^a	P-4		3		Préparatifs de la réunion de deux jours, notamment en rédigeant un document de travail, en tenant de larges consultations pour sélectionner les experts, en rassemblant les documents de référence pour chaque séance et en se tenant en contact avec les experts pour veiller à ce que les interventions soient bien coordonnées, facilitation du déroulement de la réunion et établissement du rapport final
			G(AC)		2		Organisation des voyages des participants et soutien logistique à la réunion
38/8	Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida	Activité à caractère non continu ^a	P-4		5		Recherches, compilation des informations de fond, coordination et organisation de la consultation et élaboration du rapport final
			G(AC)		2		Appui administratif et logistique à l'organisation de la consultation, notamment pour les voyages

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Description</i>	<i>Classe</i>	<i>Nombre de mois en 2018</i>	<i>Nombre de mois en 2019</i>	<i>Nombre de mois en 2020</i>	<i>Fonctions</i>
38/10	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils	Activité à caractère non continu ^a	P-4		4		Conseils d'experts quant aux effets de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Le ou la titulaire devrait avoir des connaissances spécialisées sur les réseaux et autres acteurs concernés afin de mener les consultations et les travaux de recherche et d'analyse requis
38/11	Promotion et protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques	Activité à caractère non continu ^a	P-3		4		Travaux de recherche, consultations sur les nouvelles technologies et leur incidence, analyses connexes et établissement du rapport demandé
38/12	Champ d'action de la société civile : coopération avec les organisations internationales et régionales	Activité à caractère non continu ^a	P-3			3	Travaux de recherche, consultations sur la question et établissement du projet de rapport
38/13	Les entreprises et les droits de l'homme : améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours	Activité à caractère non continu ^a	P-4			3	Travaux de recherche et d'analyse en vue de l'élaboration du rapport qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme
			P-3		4		Contribution aux travaux du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises pour ce qui est d'analyser plus avant le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans la facilitation de l'accès à des voies de recours en cas de violations des droits de l'homme commises par les entreprises, en vue de l'élaboration d'une note d'information qui sera diffusée sur la page Web du Groupe de travail avant la quarante-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, et l'organisation et préparatifs de fond de la consultation mondiale
			P-2		3	3	Contributions de fond, organisation des consultations et aide à la rédaction du rapport
			G(AC)		4	2	Aide à l'organisation des trois consultations et des voyages connexes des experts et des participants
38/18	La contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme	Activité à caractère non continu ^a	P-4		12		Organisation des deux séminaires intersessions avec les États et d'autres parties prenantes, et participation à la rédaction du rapport contenant les propositions sur la manière dont le Conseil pourrait efficacement contribuer à la prévention des violations des droits de l'homme

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
			G(AC)		6		Aide à l'organisation des deux séminaires et des voyages des participants
38/19	L'incompatibilité entre démocratie et racisme	Activité à caractère non continu ^a	P-3		2		Organisation de la réunion-débat de haut niveau et établissement du compte rendu
38/20	Assistance technique à la République démocratique du Congo et établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasaï	Équipe d'experts internationaux des droits de l'homme (activité à caractère non continu) ^a	P-5	4	6		Coordonnateur
			P-4	4	5		Spécialiste des droits de l'homme
			P-4	4	5		Conseiller pour les questions de violence sexuelle et sexiste
			P-3	4	6		Fonctionnaire d'administration
			P-3	4	5		Spécialiste de la sécurité sur le terrain
			P-3		2		Spécialiste de la communication/du plaidoyer
			AN	4	5		Interprètes recrutés sur le plan local (2)
			G(AC)	4	5		Chauffeurs (2)
		Équipe d'assistance technique (activité à caractère non continu) ^a	P-4	4	6		Spécialiste de la protection des victimes et des témoins
			P-4	3	5		Experts légistes (5)
			P-3	4	6		Spécialistes des droits de l'hommes
			AN	2	6		Spécialistes des droits de l'hommes recrutés sur le plan national (4)
			G(AC)	2	6		Chauffeurs (3)
39/1	Promotion et protection des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela	Activité à caractère non continu ^a	P-4		9		Établissement de contacts et obtention d'informations de première main et d'informations actualisées sur la situation des droits de l'homme en appliquant la méthode d'établissement des faits à distance (faute d'accès au pays), notamment par le truchement d'entretiens et de la collecte et l'analyse de données factuelles et d'informations provenant de sources publiques ; organisation régulière de réunions d'information à l'intention de la Haute-Commissaire et d'autres partenaires compétents ; préparation des deux exposés oraux qui seront présentés lors des quarantième et quarante-deuxième sessions du Conseil des droits de l'homme ; établissement du rapport écrit et suivi de la mise en œuvre des recommandations qui y figurent
			P-3		9		
39/2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar	Prorogation d'un an du mandat de la mission internationale indépendante d'établissement des faits (activités)	P-5	3 ^c	9		Coordonnateur
			P-4	3 ^c	9		Enquêteur en chef
			P-4		8		Conseiller juridique spécialiste du droit pénal international
			P-4		8		Conseiller juridique spécialiste du droit international des droits de l'homme
			P-4		8		Analyste juridique

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
		financées au moyen des crédits déjà ouverts pour 2018)	P-4		8		Administrateur chargé des rapports
			P-4		5		Conseiller médias
			P-3		8		Spécialiste des droits de l'homme/chargé de dossiers
			P-3	3 ^c	8		Spécialistes des droits de l'homme/Enquêteurs (2 en 2019)
			P-3		8		Interprètes (2)
			P-3		3 ^c		Agent responsable de la sécurité
			G(AC)		8		Assistant informaticien
			G(AC)	3 ^c	9		Assistant (programmes)
		Activité à caractère non continu ^a	P-4		7	3	Travaux de recherche et d'analyse et consultations en vue de l'élaboration de recommandations connexes à inclure dans le rapport au Conseil des droits de l'homme
39/7	Administrations locales et droits de l'homme	Activité à caractère non continu ^a	P-3		4		Recherches et consultations avec les États et d'autres parties prenantes, notamment les administrations locales, sur les moyens efficaces de favoriser la coopération entre les administrations et les parties prenantes locales en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, analyse des informations recueillies et élaboration d'un rapport
39/10	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire	Activité à caractère non continu ^a	P-4		5		Préparation de la réunion de deux jours, y compris les travaux de recherche, la rédaction d'un document d'information, l'organisation de vastes consultations en vue de désigner des experts, la préparation des documents de référence pour chaque séance de la réunion, la liaison avec les experts et l'établissement du rapport de synthèse
			G(AC)		2		Organisation des voyages des participants et soutien logistique à la réunion
39/11	Participation aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité	Activité à caractère non continu ^a	P-3			4	Travaux de recherche, organisation de consultations avec les États et les autres parties prenantes au sujet des bonnes pratiques et des difficultés rencontrées par les États dans l'utilisation des directives, analyse des informations recueillies et établissement du rapport de suivi
39/12	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales	Fin du mandat (activité permanente) à compter de 2019	P-4		-4	-4	Réduction des crédits demandés du fait de la non-reconduction du mandat
			G(AC)		-3	-3	Réduction des crédits demandés du fait de la non-reconduction du mandat
39/14	Situation des droits de l'homme au Burundi	Prorogation d'un an du mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi	P-5	3 ^c	10		Coordonnateur
			P-4	3 ^c	9		Enquêteur en chef
			P-4		9		Administrateur chargé des rapports
			P-4		2		Conseiller (médias)

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
39/16	Situation des droits de l'homme au Yémen	(activités financées au moyen des crédits déjà ouverts pour 2018)	P-3	3 ^c	9		Enquêteurs (3 en 2019)
			P-3		5		Agent responsable de la sécurité
			P-3		9		Interprètes (2)
			P-3		2		Archiviste
			G(AC)	3 ^c	9		Assistant administratif
		Prorogation d'un an du mandat du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux (activités financées au moyen des crédits déjà ouverts pour 2018)	P-5	3 ^c	9		Coordonnateur
			P-4		9		Analyste/Conseiller juridique
			P-4		9		Analyste/administrateur chargé des rapports
			P-4		9		Conseiller militaire
			P-4	3 ^c	9		Chefs d'équipe d'établissement des faits (2 en 2019)
			P-4		3		Conseiller (médias)
			P-3	3 ^c	9		Enquêteurs (4 en 2019)
			P-3		9		Enquêteur/spécialiste de la protection de l'enfance
			P-3		9		Coordonnateur des mesures de sécurité sur le terrain (Sana'a)
			P-3		9		Coordonnateur des mesures de sécurité sur le terrain (Aden)
			P-3		1		Archiviste
			P-2		9		Analyste adjoint de 1 ^{re} classe
			AN		9		Fonctionnaire d'administration
			AN		9		Interprètes/traducteurs recrutés sur le plan local (3)
			G(AC)		9		Assistant informaticien
			G(AC)		9		Assistant administratif/assistant (soutien logistique)
		Activités à caractère non continu ^a	P-4		9		Poursuites des activités d'appui à la Commission nationale d'enquête et coordination, organisation et fourniture d'une assistance et de conseils techniques de fond dans le cadre d'ateliers et de formations pertinents en coordination et en consultation étroites avec le bureau de pays du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Yémen
			G(AC)		9		Facilitation de la mise en place du dispositif logistique requis, organisation des voyages des participants aux ateliers, assistance administrative pendant les sessions de l'atelier et dans le cadre du recrutement d'experts-conseils pour aider la Commission nationale d'enquête

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
39/17	Institutions nationales de défense des droits de l'homme	Activité à caractère non continu ^a	P-3		4		Recherches, élaboration d'un questionnaire destiné aux institutions nationales des droits de l'homme, à l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme et à ses réseaux régionaux, aux organisations non gouvernementales et aux gouvernements ; collecte, classement et analyse des réponses dans une note d'information qui sera soumise à la consultation ; établissement d'un compte rendu analytique de cette dernière ; et appui administratif et fonctionnel aux préparatifs de la consultation
39/18	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	Activité à caractère non continu ^a	P-4		2		Recherches en amont de la réunion-débat, organisation et suivi de celle-ci, et établissement du rapport
39/20	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo	Activité à caractère non continu ^a	P-3		6		Facilitation de l'établissement de rapports ainsi que la préparation et du suivi des deux dialogues interactifs renforcés qui se tiendront aux quarantième et quarante-deuxième sessions du Conseil
39/22	Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme au Soudan	Activités à caractère non continu ^a	P-3		12		Préparation des missions d'évaluation technique, établissement des rapports de mission et du rapport d'activité du Haut-Commissariat, préparation du dialogue renforcé sur le Soudan qui se tiendra à la quarante et unième session du Conseil des droits de l'homme, établissement de la note de cadrage et de la documentation connexe portant sur la création du bureau de pays du Haut-Commissariat au Soudan ainsi que des propositions de financement et de planification

Note : il n'est pas tenu compte dans la liste ci-dessus des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) qui sont déjà financés au titre des activités à caractère continu existantes. En ce qui concerne les résolutions faisant l'objet d'une autorisation d'engagement de dépenses pour 2018, le nombre de mois prévus pour les emplois de temporaire qui est indiqué dans le tableau est fondé sur les demandes que le Secrétariat a adressées au Comité consultatif. Ce nombre ne correspond plus au montant disponible dans le cadre de l'autorisation d'engagement de dépenses compte tenu des réductions recommandées par le Comité consultatif.

Abréviations : SSG, sous-secrétaire général ; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes) ; AN : administrateur recruté sur le plan national.

^a On entend par « activités à caractère non continu » des activités qui feront l'objet de dépenses non renouvelables.

^b On entend par « activité nouvelle à caractère continu » des activités qui feront l'objet de dépenses renouvelables au titre d'un nouveau mandat dont l'exécution s'inscrit dans la durée.

^c Les fonds correspondant aux mois de travail prévus en 2018 au titre des résolutions 39/2, 39/14 et 39/16 n'ont pas été demandés dans le rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme, car les dépenses seront financées au moyen des ressources existantes.

Chapitre 8 (Affaires juridiques)

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
39/2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar	Dispositif d'établissement des responsabilités (activité nouvelle à caractère continu ^a)					Service administratif
			SSG		10	12	Chef du Mécanisme
			D-1		11	12	Chef adjoint du Mécanisme
			P-5		6	12	Juriste hors classe
			P-3		3	12	Juriste/assistant spécial
			P-3		3	12	Fonctionnaire chargé de l'appui aux témoins
			G(AC)		20	24	Assistants de secrétariat (2)
							Section de la collecte, de l'analyse et du partage
			P-5		6	12	Chef de section
			P-4		11	36	Juristes (3)
			P-4		4	12	Enquêteur
			P-3		11	36	Enquêteurs (3)
			P-3		9	36	Analystes (3)
			P-3		12	36	Juristes (3)
			P-3		6	24	Agents responsables de la sécurité (2)
			P-2		6	36	Juristes adjoints de 1 ^{re} classe (3)
			P-1		40	120	Analystes adjoints (10)
			G(AC)		6	24	Assistants administratifs de programme (2)
							Section de la gestion des systèmes d'information
			P-5		6	12	Chef de section
			P-4		6	12	Spécialiste des systèmes informatiques
			P-4		3	12	Agent responsable de la cybersécurité
			P-3		12	36	Spécialistes de la gestion des informations et des preuves (3)
			P-3		6	12	Spécialiste du développement d'applications
			P-3		0	12	Agent responsable de la cybersécurité
			P-2		0	24	Spécialistes de la gestion des informations et des preuves [adjoints] (2)
			P-2		6	12	Spécialiste des systèmes informatiques [adjoint]
			G(AC)		3	12	Assistant administratif
							Section des services d'appui linguistique
			P-4		3	12	Réviseur
			P-2		15	60	Traducteurs/interprètes (5)
							Section des services administratifs

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
			P-5		11	12	Fonctionnaire d'administration
			P-3		11	12	Spécialiste des ressources humaines
			P-3		9	12	Fonctionnaire des finances
			G(AC)		33	36	Assistants administratifs

Abréviations : SSG, sous-secrétaire général ; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes).

^a On entend par « activité nouvelle à caractère continu » des activités qui feront l'objet de dépenses renouvelables au titre d'un nouveau mandat dont l'exécution s'inscrit dans la durée.

Chapitre 29F, Administration, Genève

Résolution	Titre	Description	Classe	Nombre de mois en 2018	Nombre de mois en 2019	Nombre de mois en 2020	Fonctions
37/31	Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	Prorogation d'un an du mandat de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud (autorisation d'engagement de dépenses pour 2018)	P-3	2			Spécialiste des ressources humaines chargés de faciliter le recrutement et l'entrée en fonctions du personnel du secrétariat
39/2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar	Dispositif d'établissement des responsabilités (activité nouvelle à caractère continu ^a)	P-3		14	1	Spécialistes des ressources humaines (2) chargés de faciliter le recrutement et l'entrée en fonctions du personnel du secrétariat

^a On entend par « activité nouvelle à caractère continu » des activités qui feront l'objet de dépenses renouvelables au titre d'un nouveau mandat dont l'exécution s'inscrit dans la durée.